

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FRONT DESINFOX CONTRE LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

La surmédiation des migrations et intérêt croissant des Français

Selon les sondages, l'intérêt des Français sur les questions migratoires comme sujet d'intérêt a évolué. En mars 2024, il est à la 10e position dans un sondage BVA XSight pour RTL. Quelques jours avant les élections européennes, un sondage commandé à Ipsos Sopra Steria le place comme 2e sujet de l'intérêt des Français. Or, a été passé sous silence le fait que la surmédiation du Rassemblement national et de son premier thème de campagne, l'immigration, ait pu contribuer à cette évolution de l'opinion des Français.

MARS 2024
10^e place

JUIN 2024
2^e place

Médias et réseaux sociaux : vecteurs de fausses affirmations ?



En effet, une fois présent sur les plateaux télévisés, le candidat RN a très souvent exprimé des fausses informations sans contradiction de la part de la plupart des journalistes. Dans d'autres cas de figure, des prises de parole de Jordan Bardella ont été extraites et relayées sur les réseaux sociaux sans aucune mise en perspective. Ces vidéos ont été très suivies sur les réseaux sociaux, lieux où une personne sur deux s'informe. Jordan Bardella a fait des réseaux sociaux une pierre angulaire de sa campagne électorale.

La responsabilité des médias dans la lutte contre la désinformation

Ces exemples illustrent le fait que les médias n'ont pas suffisamment joué leur rôle dans la lutte contre la désinformation propagée par les responsables RN, en particulier au cours de la campagne des élections européennes durant laquelle cette désinformation a occupé une place centrale.

→ L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a rappelé en janvier 2024 que la question des migrations entraîne un discours de haine, qu'il relève de la responsabilité des médias de mettre en contexte les propos exprimés par des personnalités politiques et de "rectifier systématiquement les fausses informations" (11.3).



“ L'Assemblée rappelle que le thème de la migration et de l'asile ne peut se résumer à des enjeux sécuritaires et appelle les hommes et les femmes politiques ainsi que les médias à prendre urgemment la mesure des conséquences d'un traitement partiel de cette nature sur la cohésion sociale et l'ordre public (4.). ”